

trouvaient peut-être pas? Ne développeraient-elles pas dans d'autres des instincts sensuels qui ne se trahissent que trop vite malheureusement dans le climat que nous habitons? Ces symboles si beaux et si purs pour des intelligences bien préparées deviendraient, pour des intelligences vieilles encore, plus funestes que les plus voluptueuses inventions de la poésie païenne! Est-ce, M. l'inspecteur départemental qui se chargera d'en expliquer le sens et d'en prévenir les dangereux effets?

Ah! si ce savant et poétique partisan de la Bible ne nous eût parlé que de la partie morale, que de cette partie où se trouve racontée la vie de Notre Sauveur, où se lisent les adorables principes du christianisme; si en un mot il ne nous eût parlé que de l'Évangile, alors nous aurions pu peut-être nous ranger à son avis. Là au moins tout porte involontairement à l'âme une impression de fraîcheur et de pureté; là on respire une atmosphère bonne pour toutes les poitrines; là tout est sain et savoureux pour tous les cœurs! Mais en mettant l'évangile entier dans les mains de nos enfants, n'y a-t-il pas encore, sinon un danger, au moins un inconvénient? A chaque instant vous y rencontrez les dogmes et les mystères de notre sainte religion; or, est-ce à nos professeurs qu'a été confiée la mission d'expliquer les uns et d'annoncer les autres? Non pas, que nous sachions. Ils empièteraient ainsi sur les fonctions des ministres de la parole de Dieu. La plupart d'entre eux, si nous ne nous trompons pas, ne seraient ni disposés, ni préparés à cet empiètement. Il est vrai qu'ils auraient pour se guider dans leur nouvelle mission les conseils, et peut-être, si l'on voulait, l'exemple de monsieur l'inspecteur départemental.

Mais si vous bannissez la Bible, s'écriera sans doute l'éloquent publiciste *publique*, vous bannissez donc ainsi la morale? Eh! mon Dieu, non. Seulement je voudrais un moyen plus simple et plus facile de l'introduire dans nos écoles: je voudrais qu'entre les mains des enfants on plaçât un traité de morale évangélique qui, par la forme et la longueur, fût tout-à-fait approprié au développement de leur intelligence. Ce serait en quelque sorte une introduction à la lecture de l'Évangile, et plus tard celle de la Bible. Et ce traité de morale évangélique, rien n'empêcherait qu'il fût sous la direction des professeurs, qui, dans ce cas, ne seraient pas obligés de sortir de leurs attributions. Il pourrait devenir le texte de quelques développemens qui graveraient profondément dans le cœur des enfants les principes qui doivent plus tard diriger leur vie.

Pour ma part, voilà à peu près le seul cours de morale que je puisse comprendre en dehors de l'enseignement religieux. Et je remarqueraï en passant que dans les écoles européennes, la religion et la morale marchent de concert. Or, avec la multiplicité des sectes qui existent ici, n'a-t-il pas été sage de s'abstenir, lorsqu'on avait à craindre le sérieux danger des dissidences religieuses?

Mais malgré l'absence d'un enseignement moral direct, est-ce à dire pour cela que la morale n'existe pas dans nos écoles? Est-ce à dire qu'on ne fasse rien pour le cœur? Pourquoi donc avoir si mauvaise opinion des professeurs de nos écoles? Qui a donné à M. l'inspecteur départemental le droit de leur jeter à la face une injure gratuite, imméritée? Certes je suis convaincu qu'il n'en est pas un seul parmi eux qui ne cherche, tout en instruisant ses élèves, à leur inculquer les principes salutaires de la morale. Or, ne sait-on pas qu'un mot, un conseil, un exemple, ont quelquefois en ceci plus d'efficacité que les leçons *ex cathedra*. Les professeurs de nos écoles ne négligent pas assurément le cœur en cultivant l'intelligence. Les accuser sans preuve, ce n'est point de la charité chrétienne. Est-ce donc un sentiment de malveillance qui devrait animer le fervent et digne de l'enseignement *biblique*?

Recevez, monsieur, etc.  
UN PÈRE DE FAMILLE,

N. O., 14 décembre 1844.

NOUVELLES POLITIQUES.

ANGLETERRE.

Population de la Grande-Bretagne.— Les derniers tableaux de statistique publiés en Angleterre présentent un état très circonstancié de l'accroissement de la population dans la Grande-Bretagne. En 1821, la population des trois royaumes était de 22,193,458; en 1831, elle s'élevait à 24,507,210 en 1841, à 21,702,049. Dans les dix premières années, l'accroissement de cette population a été par conséquent de 3,113,761; dans les dix dernières, de 2,394,830. La population de Londres seulement était en 1841 de 1,573,676. Le nombre des naissances a été cette même année, en Angleterre et dans la principauté de Galles, de 512,138; celui des mariages de 122,496, et celui des morts de 343,847, dont 11,100 suicides. On en a compté, dans une seule année, 1,267 à Londres. Deux faits, entre autres, méritent d'être notés dans cette statistique: l'un qui constate depuis trente ans la diminution constante de la classe agricole et l'accroissement numérique de la classe industrielle; l'autre, qui nous donne l'état des émigrations annuelles. De 1841 à 1842, on a compté 246,936 émigrations, dont 92,287 pour les colonies anglaises de l'Amérique septentrionale, et 41,159 pour l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Le nombre des pauvres qui reçoivent des secours publics en Angleterre et dans la principauté de Galles était, en 1843, de 1,539,490, et la taxe des pauvres s'élevait cette même année à la somme énorme de 5,207,457 livres sterling.

FRANCE.

Nouvelle difficulté soulevée par le droit de visite.— Le *National*, de Paris, dit que les Anglais ont saisi, comme négrier, un bâtiment français appelé la *Curieuse*, qui ne faisait nullement la traite, et aurait dû être considéré comme appartenant à la marine royale, attendu qu'il avait été frété par le gouverneur des possessions françaises du Sénégal. Les propriétaires de ce navire seraient déterminés à épuiser tous moyens légaux pour obtenir justice. Le *National* ajoute qu'ils ne doivent compter en rien sur l'aide du gouvernement. S'il leur était refusé, c'est qu'ils auraient tort. Autrement, l'accusation du *National* contre M. Guizot est de la déclamation exagérée.

PRUSSE.

Deux rois qui se boudent.— Une vive irritation règne en ce moment entre les cabinets de Hanovre et de Berlin, au sujet du nouveau traité de commerce que le Hanovre vient de conclure avec l'Angleterre. Les choses en sont au point, que le roi de Prusse a refusé de se rendre à une partie de chasse à laquelle l'avait invité le roi de Hanovre. Aucun membre de l'ambassade prussienne ne paraît plus à la cour d'Ernest Auguste.

HONGRIE.

Une ligue somptuaire.— En Hongrie, les dames de Marosvasarhely ont formé une société, dont l'objet est de s'opposer au luxe excessif de la toilette. L'un des principaux articles des statuts, établit que les sociétaires ne pourront acheter aucune étoffe d'origine étrangère.

GRÈCE.

D'après ce que l'on apprend d'Athènes, d'orageux débats sur la démission des députés continuait encore au sein de la Chambre. LL. MM. paraissent disposés à s'éloigner pour la seconde fois du théâtre de ces luttes, en entreprenant un nouveau voyage à l'intérieur. Le général Giivas, naguère proscrit, venait d'être nommé à l'inspection générale des troupes, à la place du général Churik. Kalegris était revenu à Athènes et avait repris près du Roi les fonctions d'aide-de-camp.

AMÉRIQUE.

On lit dans le *Courrier des États-Unis*:

Nous recevons le *Courrier* et l'*Abeille* de la Nouvelle Orléans du 5 janvier, et nous y trouvons la nouvelle que le département de Tabasco s'est prononcé, lui aussi, contre Santa-Anna; mais ces deux journaux ne sont pas d'accord sur les dates de ce pronouciement. On lit dans le premier:

« Nous devons à l'obligeance d'une maison de commerce de cette ville, communication de la proclamation de Don Miguel Bruno, de Tabasco; elle est datée de Jonuta, 27 décembre. Cette proclamation engage les habitants de ce département à seconder le mouvement de Paredès; et elle contient un généreux appel en l'honneur de Don Francisco de Sentmaná.

« Un post-scriptum de ce document porte qu'on venait de recevoir la nouvelle que Santa-Anna avait été mis en déroute complète près de Mexico, par l'armée sous les ordres du général Paredès Arrillada.»

— On lit dans l'*Abeille*:

« Le département de Tabasco s'est prononcé contre le gouvernement de Santa Anna. Le général Ampudia a publié, à la date du 9 décembre, une proclamation en ce sens, et ce même jour, 9 décembre, dans l'ayuntamiento et la garnison ont suivi la même impulsion.»

On nous a donné communication d'une lettre de Santa-Anna, écrite de Querotaro à la date du 7 décembre à Valentín Canalizo, et qu'on dit avoir été interceptée. Cette lettre répond à une dépêche qui avait été adressée à Santa Anna par Canalizo, en date du 4. En voici la substance qui ne manque pas d'intérêt, en la supposant réelle. Elle était écrite le jour même où Mexico se prononçait contre lui.

« Quelque désagréable que soit la défection de l'Inclan, cela importe peu pourvu que le gouvernement agisse avec fermeté.

« L'armée est toute en marche; et comme il a fallu diviser les forces pour le grand coup que je vais porter à Paredès, qui se tient toujours à Arandas, route de Guadalajara, il est impossible de faire faire la contremarche aux 2,500 hommes dont vous me parlez, d'autant que cela causerait beaucoup de confusion.

« Que vous conserviez la capitale avec 2,000 hommes fidèles et bien placés aux environs, et la révolution de Puebla n'importe guère. Il y aura peut-être quelques désordres, mais la révolution sera finie le jour où nous aurons battu Paredès, et cela se fera d'ici à huit ou dix jours—d'autant que je vous ai déjà fait savoir que Zacatecas est rentré dans l'ordre et que les départemens environnans ne se peuvent mouvoir, bien qu'il y ait des agitateurs.

« Quoique timoré, le général Cortazar marche bien, et sert la cause du gouvernement.

« Il est nécessaire qu'on s'assure de Pedraza ainsi que des petits directeurs de la révolution, pour déconcerter leurs plans. Il importe fort peu que les corps factieux soient dissous, comme la junte départementale et l'ayuntamiento. Ceux qui n'ont pas voulu se soumettre au décret le feront bientôt, en voyant le dénouement du drame... En un mot, *compañeros*, résolution, châtiement exemplaire pour tous les chefs de la conspiration, et ne point s'arrêter en chemin, parce que rien n'est plus dangereux, dans de pareils momens. La faiblesse et l'indécision sont funestes, etc.